



## L'UIT appelée à rejeter le nouveau projet de régulation de l'Internet

Geplaatst op maandag 17 december 2012 | 

 SHARE

13 décembre 2012 : Des pétitions signées par près de 100.000 personnes de par le monde seront transmises aujourd'hui au secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, Hamadoun Touré. Celles-ci appellent le dirigeant de l'UIT à révoquer un ensemble de propositions visant à modifier la façon dont l'Internet est régulé.

La Confédération syndicale internationale s'est trouvée à la tête d'une campagne de sensibilisation internationale qui a braqué l'attention sur la conférence de l'UIT actuellement en session à Dubaï, où certains gouvernements et opérateurs de télécom cherchent à obtenir des contrôles accrus en matière de gouvernance du Net.

Cette rencontre de deux semaines a été convoquée aux fins de revoir les réglementations sur les télécommunications internationales (RTI). Elle se déroule en présence de la Russie, de la Chine et de plusieurs États arabes qui font pression en faveur de l'octroi de pouvoirs accrus aux gouvernements nationaux, afin de permettre à ceux-ci de contrôler le net dans leurs juridictions respectives.

La CSI, au même titre que des organisations comme Greenpeace et Google, est en faveur de l'actuel modèle de gouvernance ouvert et participatif, qui envisage le Net comme une ressource globale devant être maintenue à l'abri de tout contrôle national.

La pétition mondiale a recueilli des signatures dans des dizaines de pays, notamment en Allemagne (plus de 30.000), aux États-Unis (38.000), en Grande-Bretagne (16.000), en France (4.000) et en Australie (4.000).

D'après Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, malgré le retrait annoncé par la Russie de ses propositions les plus radicales, il y a toujours lieu de s'inquiéter du fait que des nations puissent être contraintes par la pression à adopter des « positions de compromis » qui ouvrent la porte à une mainmise accrue de l'État sur l'Internet.

« Partout dans le monde, les travailleuses et travailleurs ont recours à l'Internet pour s'organiser dans la vie politique, de même que pour lutter pour leurs droits dans le monde du travail.

« Que vous vous trouviez à battre le pavé en plein Printemps arabe, à manifester contre l'austérité en Europe ou à organiser les effectifs d'une fabrique en Chine, l'Internet libre d'entraves constitue une arme redoutable dans la lutte contre les puissants.

« Notre inquiétude reste que tout mécanisme qui accorde aux gouvernements des pouvoirs en matière de régulation de l'Internet conduira inévitablement à des restrictions aux libertés individuelles des travailleuses et travailleurs.

« Je tiens à féliciter les quelque 100.000 personnes qui ont apposé leur signature au bas de cette pétition et je puis leur assurer que la CSI poursuivra sans relâche sa campagne pour un Internet libre.

« Un développement positif qui découle de la tentative de mainmise sur le Net de l'UIT est que nous comprenions à présent tous un peu mieux comment l'Internet est gouverné et que nous ayons été appelés à prendre position en faveur d'un Internet qui puisse continuer d'exister à l'abri du contrôle de l'État », a déclaré Sharan Burrow.